

**La longue...  
MARCHE MONDIALE DES FEMMES  
... pour un autre monde**

***Nous , les femmes de la Marche mondiale, voulons vivre dans un monde solidaire, démocratique, pluraliste, écologiquement durable et en paix.***

***Nous voulons vivre dans un monde sans violence envers nous, un monde de respect et d'égalité entre les femmes et les hommes.***



***Parce que oui ! un autre monde est possible ! et nous sommes déterminées à bâtir ce monde, en alliance avec les autres mouvements populaires alternatifs et solidaires !***

## Déclaration de la Marche mondiale des femmes

**Nous, les femmes de la Marche mondiale,** sommes entrées dans le troisième millénaire en marchant contre la pauvreté et contre toutes les formes de violences envers les femmes parce que ces deux plaies défigurent l'humanité, la fragilisent, engendrent des réactions terribles de haine, de cruauté et de désespoir et l'empêche de parvenir à un développement qui tient compte des droits et des besoins essentiels de toute l'humanité.

**Nous, les femmes de la Marche mondiale,** sommes héritières de toutes ces femmes qui partout à travers le monde ont lutté et luttent pour le droit de vote, pour l'accès à l'eau, à la terre, à l'éducation, à la santé, contre le viol, les agressions sexuelles, les violences domestiques, pour la maîtrise de leur corps et de leur sexualité, contre les dénis de droits dont sont victimes les femmes lesbiennes, pour l'égalité et l'équité salariale, pour la reconnaissance du travail non rémunéré des femmes, pour la reconnaissance et les droits des femmes handicapées et des femmes issues des peuples autochtones, pour la participation égalitaire en politique, pour le partage égalitaire de la responsabilité des enfants et des tâches domestiques, pour.... Nous refusons que de nouvelles générations de femmes soient sacrifiées à ces courants de pensées et à ces forces idéologiques, économiques, culturelles, religieuses qui menacent constamment les droits des femmes.

**Nous, les femmes de la Marche mondiale,** avons la certitude qu'un «autre monde est possible». La douleur quotidienne engendrée par la pauvreté, la violence, l'injustice et la répression dans laquelle vivent tant de nos sœurs et tant de nos peuples nous mobilisent et nous donnent le courage et la détermination nécessaires pour continuer à marcher pour changer ce monde. Nous avons assez de mourir de faim, de mourir de soif, de mourir de maladies facilement évitables, de mourir violées en temps de guerres, de vivre dans l'ignorance, dans la discrimination, en exil, dans la peur et l'insécurité, sous les bombes, sur une terre riche, nourricière et généreuse. Nous crions notre colère : c'est assez ! Nous ferons du XXI siècle celui du plein exercice des droits humains fondamentaux : droits civils et politiques, droits économiques, sociaux et culturels, droits spécifiques des femmes. Le XXI siècle sera celui du partage de la richesse collective de l'humanité et de la participation de toutes et tous.

**Nous, les femmes de la Marche mondiale,** affirmons qu'il ne saurait y avoir d'avenir possible pour l'humanité sans respect de l'intégrité physique et mentale des femmes, sans égalité entre les femmes et les hommes. Nous interpellons les hommes dans ce combat et les invitons à se mobiliser avec nous pour mettre un terme aux violences contre les femmes et aux inégalités qui résultent de leur domination et aux inégalités d'accès aux richesses entre les femmes et les hommes, afin de bâtir ensemble, femmes et hommes, un monde égalitaire, solidaire, démocratique, pluraliste, écologiquement responsable et pacifique.

**Nous, les femmes de la Marche mondiale,** manifestons notre fierté d'avoir organisé la mobilisation de milliers de groupes de femmes de la base à travers le monde par delà les frontières géographiques, culturelles, politiques, économiques; d'avoir lié en un seul combat les luttes contre la pauvreté et la violence envers les femmes en identifiant clairement le capitalisme et le patriarcat comme deux systèmes d'exploitation des femmes qui se renforcent et se nourrissent mutuellement; d'avoir provoqué l'intervention du mouvement des femmes dans l'espace mondial pour dénoncer ces deux systèmes d'exploitation et pour responsabiliser et interpellier les décideurs politiques et économiques nationaux et internationaux. Nous comptons bâtir des alliances avec les mouvements populaires alternatifs et solidaires et marcher ensemble!... Nous conserverons précieusement ces acquis et nous continuerons à refaire ce monde à partir de nos analyses, de notre expérience et de nos actions.

## Table des matières

### Déclaration de la Marche mondiale des femmes

<b>Présentation</b> .....	1
<b>1- Qui sommes nous et quelles sont les principales revendications de la Marche mondiale des femmes</b> .....	1
- Rencontre avec les dirigeants des Institutions financières internationales (BM/FMI) le 16 octobre 2000.....	2
- Rencontre avec les dirigeants de l'ONU le 17 octobre 2000.....	3
- La Marche mondiale des femmes continue.....	4
<b>2- L'impact spécifique sur les femmes de la mondialisation économique</b> .....	5
- La pauvreté des femmes .....	5
- Des constatations relatives au travail des femmes et à l'augmentation de la pauvreté.....	6
- La violence envers les femmes .....	8
<b>3- Quelques données sur la situation des femmes en lien avec la pauvreté et la violence envers les femmes</b> .....	9
<b>4- Des propositions d'alternatives et des nouveaux paradigmes pour un autre monde</b> .....	11
- Rendre visible l'impact spécifique de l'économie dominante actuelle sur les femmes.....	11
- Identifier les causes structurelles de l'oppression spécifique des femmes :capitalisme ET patriarcat.....	12
- Proposer un autre paradigme, basé sur l'égalité absolue entre femmes et hommes.....	12
<b>5- Plan d'actions mondiales pour les années à venir</b> .....	15
- Actualisation et avancement des revendications mondiales .....	15
- Des mobilisations et des actions régionales et mondiales .....	16
<b>6- Conclusion</b> .....	16

## Présentation

L'objectif de ce texte est de présenter la Marche mondiale des femmes aux personnes qui ne sont pas familières avec cette action. Nous voulons également actualiser nos analyses et nos stratégies à la lumière de la conjoncture mondiale actuelle, une année après la Marche. Enfin, nous voulons présenter brièvement des éléments alternatifs et de nouveaux paradigmes de développement pour un autre monde, discutés par les femmes de la Marche. Il s'agit donc d'un document en évolution qui, nous l'espérons, saura alimenter nos réflexions.

### **1. Qui sommes nous et quelles sont les principales revendications de la Marche mondiale des femmes ?**

- Nous sommes des femmes de la base.
- Nous avons mis en marche un vaste mouvement autonome des femmes n'ayant aucun lien structurel avec les gouvernements.
- Nous reconnaissons, respectons et valorisons la diversité du mouvement des femmes et toutes les régions du monde partagent le leadership de la Marche mondiale.
- Les groupes participants doivent adhérer aux revendications et aux plans d'actions mondiales mais ils demeurent autonomes en ce qui a trait à l'organisation des actions dans leurs pays.
- Nous sommes pacifistes.

La Marche mondiale des femmes est une initiative de la Fédération des femmes du Québec qui a vite recueilli l'adhésion de près de 6000 groupes de femmes à travers 161 pays du monde.

Au cours de l'année 2000, nous avons réalisé une série d'actions nationales et de mobilisations mondiales, qui ont culminé le 17 octobre 2000, par 25 grandes marches dans différents pays du monde et une marche à New York, devant les Nations Unies. La liste complète des actions entre le 8 mars et le 17 octobre 2000, ainsi que toute l'information relative à la Marche et aux coordinations nationales dans plusieurs pays, se trouvent sur le site web de la Marche Mondiale : [www.ffq.qc.ca/marche2000](http://www.ffq.qc.ca/marche2000) ; (pour les actions : <http://www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/actions.html> ).

L'un des objectifs de la Marche mondiale des femmes est « *d'exercer des pressions sur les gouvernements et les institutions politiques multilatérales (ex : l'ONU) pour qu'ils effectuent les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du monde et qu'ils poursuivent une politique de désarmement et de résolution pacifique des conflits; remettre en cause les institutions financières, économiques et militaires internationales (FMI; BM; OTAN; OMC etc.) qui appauvrissent et marginalisent les femmes et accroissent la violence à leur égard et travailler à des propositions institutionnelles alternatives* » .

Dans ce sens, nous avons rencontré le Président de la Banque Mondiale M. Wolfensohn, le Directeur Général du FMI M. Köhler, et le Secrétaire Général des Nations Unies M. Kofi Annan ( qui, empêché d'assister à la rencontre par la crise du Moyen Orient, avait délégué Mme. Louise Fréchette, Vice Secrétaire Générale, pour le représenter) et ses fonctionnaires.

Les porte - paroles de la Marche mondiale des femmes ont dénoncé dans un face à face avec ces dirigeants, sans ambiguïtés ni détours, l'impact de leurs politiques en ce qui a trait à la pauvreté et la violence envers les femmes et leur ont exposé clairement quelles sont nos revendications mondiales<sup>1</sup>.

### **- Rencontres avec les dirigeants des Institutions financières internationales ( BM / FMI ) réalisées le 16 octobre 2000 :**

Après avoir dénoncé ;

- les fondements capitalistes, néolibéraux et patriarcaux de leurs politiques ;
- la faiblesse des politiques macro et micro économiques de ces institutions face à la pauvreté des femmes;
- l'augmentation des violence contre les femmes, préexistantes à la mondialisation économique, mais aggravées par cette même mondialisation ;
- les effets catastrophiques sur les femmes des programmes d'ajustement structurel et de la spirale de l'endettement des pays du Sud,

les porte-paroles ont clairement manifesté leur exigence de « changement de cap » dans le modèle de développement impulsé par la mondialisation économique actuelle, changements qui exigent de rompre avec des politiques basées sur le capitalisme néolibéral et sur le patriarcat comme modes d'organisation de la société mondiale. Les porte -paroles ont clairement exprimé quelle « mondialisation » nous voulons, bâtie sur le partage équitable de la richesse, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, sur la solidarité entre les pays et sur le respect de l'environnement

Elles ont présenté les revendications portées par la Marche mondiale qui concernaient plus spécifiquement la BM et le FMI, c'est-à-dire les aspects économiques de la mondialisation.

- le besoin de transparence et d'imputabilité citoyenne de ces institutions internationales ;
- l'annulation de la dette extérieure publique des pays du Tiers Monde, en commençant par les pays les plus appauvris et la mise en place de mécanismes de surveillance issus de la société civile, qui veillera à ce que l'argent dégagé serve à l'élimination de la pauvreté et au bien être de la population avec un accès facilité pour les femmes ; il faut retourner aux populations l'argent qui leur est soustrait par des mesures à court terme, entre autres par l'application d'un impôt aux transactions spéculatives, type la Taxe Tobin, par l'augmentation de l'aide publique au développement à 0,7% du PIB des pays industrialisés, (comme il avait été décidé par ces mêmes pays il y a plus de 30 ans) par l'application de la formule 20/20 entre pays donateurs et pays récepteurs de l'aide internationale ; par l'élimination du secret bancaire et des paradis fiscaux ;

---

<sup>1</sup> Le texte complet des revendications mondiales de la Marche se trouve sur le site web

- la fin des Programmes d'ajustements structurels et de leurs clones pour les remplacer par de vrais programmes de **transformation** structurels<sup>2</sup>.

- **Rencontre avec des dirigeantEs de l'ONU le 17 octobre 2000:**

Les 120 représentantes des Coordinations Nationales de la Marche mondiale ont officiellement remis aux autorités politiques les **5 084 546** signatures venues des quatre coins du monde exigeant des Nations Unies des mesures concrètes pour

- « *éliminer la pauvreté et assurer un partage équitable de la richesse mondiale entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes ;*
- *éliminer la violence contre les femmes et assurer l'égalité entre les femmes et les hommes* ».

Après avoir dénoncé les effets des Programmes d'ajustement structurels et la spirale de l'endettement des pays du Sud sur les femmes et les populations en général, les effets de la lutte aux déficits, pour les femmes et les populations du Nord et les effets du patriarcat et ses marques d'inégalités, d'intolérance et des violences qui en découlent, certaines déléguées ont présenté les revendications politiques de la Marche mondiale, celles qui s'adressent aux gouvernements représentés aux Nations Unies. Les déléguées ont insisté particulièrement sur l'importance du rôle des États représentatifs des intérêts des populations de leurs pays, soumis au droit international et exempts de corruption.

Les revendications politiques de la Marche mondiale demandent aux États membres des Nations Unies:

- l'adoption d'une loi cadre dans chaque pays pour arriver, dans un temps déterminé, à l'élimination de la pauvreté. Une loi cadre pour l'élimination de la pauvreté et des stratégies nationales avec les investissements nécessaires serait la seule preuve sérieuse que les États réunis en septembre 2000 (l'Assemblée du Millénaire) veulent vraiment « *faire du droit au développement une réalité pour tous et pour toutes* »..... ;
- l'adoption de mesures à court terme pour éliminer la pauvreté dans l'espace d'une décennie <sup>3</sup>. Ces mesures sont : l'annulation de la dette extérieure publique des pays du Tiers Monde, la fin des programmes d'ajustement structurels, l'application d'une taxe sur les transactions spéculatives type la Taxe Tobin, l'investissement du 0,7 % de PNB des pays industrialisés dans l'aide publique au développement, la mise en application de la formule 20/20 entre pays donateurs et pays récepteurs de l'aide. Certaines de ces propositions, si elles étaient adoptées et appliquées, auraient un effet concret dans la lutte pour l'élimination de la pauvreté ; la levée des embargos et de blocus décrétés par les grandes puissances à l'égard de plusieurs pays et qui affectent principalement les femmes et les enfants.

<sup>2</sup> Voir la proposition des Alternatives faite au FSM de Porto Alegre par le CADTM : « *Annuler la dette pour libérer le développement* » <http://uers.skynet.be/cadtm>

<sup>3</sup> Le programme des Nations Unies pour le développement et l'UNICEF estiment qu'un investissement de 80 milliards par année pendant 10 ans garantirait à tout être humain d'accéder aux droits humains fondamentaux et pas seulement d'éliminer la pauvreté.

- la signature et la ratification des conventions et protocoles internationaux existants et l'élaboration de nouveaux protocoles;
- l'application effective de ces grandes conventions et pactes internationaux par l'harmonisation des lois nationales, la seule manière de s'assurer que les États appliquent dans les faits et au jour le jour ces instruments de droits internationaux ;
- un combat véritable et soutenu par un financement adéquat de la part des États et de l'organisation des Nations Unies, de programmes et des plans de lutte contre les violence envers les femmes ;
- le financement adéquat et la démocratisation des programmes des Nations Unies pour la défense des droits fondamentaux des femmes et des enfants;
- des politiques de désarmement de la part des États (armes conventionnelles et biologiques) et une organisation des Nations Unies capable de mettre un terme à toute forme d'intervention, d'agression et d'occupation militaire ;<sup>4</sup>

À plus long terme la Marche mondiale souhaite « **la mise en place d'une organisation politique mondiale ayant autorité sur l'économie, avec une représentativité égalitaire et démocratique entre tous les pays de la terre et une représentativité paritaire entre les femmes et les hommes** » <sup>5</sup>

Nous pensons qu'il est essentiel de rattacher et de subordonner les Institutions financières internationales et l'Organisation mondiale de commerce à une Organisation des Nations Unies reformée de façon radicale. Il faut que ces institutions économiques et financières internationales soient soumises au contrôle politique du système des Nations Unies et les amener à respecter les droits humains fondamentaux qui sont supérieurs aux intérêts financiers et commerciaux dans la hiérarchie des normes internationales.<sup>6</sup>

Nous lutterons pour que la voix et le pouvoir des femmes, restées trop longtemps silencieuses, soient entendues et que les femmes soient présentes de façon paritaire dans toutes les instances internationales de décisions.

#### **- La Marche mondiale des femmes continue :**

Étant donné l'absence de réponse significative à nos revendications de la part des gouvernements nationaux, des Nations Unies, des Institutions financières internationales et face à l'augmentation sans précédents de la pauvreté et de la violence envers les femmes, nous avons décidé, lors de la IIIe Rencontre internationale réalisée à Montréal, Québec, Canada en octobre 2001 de continuer la Marche mondiale des femmes.

---

<sup>4</sup> Cette revendication prend une importance capitale après les événements du 11 septembre 2001, suivi de la réaction « impérialiste » adoptée par le gouvernements des États Unis et l'absence d'une réponse sensée de la parte du reste des gouvernements mondiaux en relation à la façon d'aborder la lutte au terrorisme.

<sup>5</sup> Texte de la revendication no.5 de la Marche pour l'élimination de la pauvreté.

<sup>6</sup> Voir dans le portail du Forum social mondial de Porto Alegre II les différentes alternatives mondiales proposées. [www.portoalegre2002.org](http://www.portoalegre2002.org)

## 2. L'impact spécifique sur les femmes de la mondialisation économique

### - La pauvreté des femmes :

De nombreuses analyses féministes témoignent du caractère patriarcal de la mondialisation actuelle et de l'impact spécifique sur la pauvreté des femmes des politiques macro-économiques pratiquées par les transnationales et les marchés financiers, soutenus par les États nationaux et encouragés par les politiques économiques libérales appliquées dans le monde.

*(...) les effets de la mondialisation ne touchent pas indifféremment les deux sexes.....Dans l'expansion planétaire du marché mondial, et dans le triomphe du libre-échange, on assigne aux femmes des missions et des rôles spécifiques et différents de ceux des hommes<sup>7</sup>*

Malgré cela, la quasi totalité des travaux qui examinent les conséquences de la globalisation capitaliste et ses effets sur le travail et les conditions de vie des populations, ne prennent pas en compte dans leur analyse la notion de genre.

Si la mondialisation offre des opportunités et de nouvelles expériences d'emploi pour les femmes, ces emplois féminins sont créés dans un contexte de flexibilisation, et ils sont marqués, dans leur grande majorité, par la précarité. Par exemple, l'analyse de l'impact des politiques d'ajustement structurel sur l'évolution des salaires, a montré un processus de dégradation important des salaires féminins dans les pays latino-américains. Au Mexique, le salaire des femmes représentait 80 % de celui des hommes en 1980; il est tombé à 57 % en 1992 ( PNUD, 1997 )<sup>8</sup>. Ainsi dans l'analyse de l'Accord de libre-échange des Amériques, il est clair qu'on assiste à une diminution du salaire des femmes simultanément à un accroissement de leurs tâches (rémunérées ou non) amenant un accroissement de la pauvreté des femmes dans tout le continent.<sup>9</sup>

Les femmes du continent américain réunies dans le Groupe des femmes de l'Alliance sociale continentale, rejettent le modèle du libre échange proposé par les 34 gouvernements du continent lors du Sommet des Amériques en avril 2001 au Québec, Canada, et proposent un autre modèle de commerce économique alternatif et participatif qui tienne compte d'un développement social avec équité de genre.

Les femmes, qui constituent 70 % des personnes pauvres dans le monde ( selon les Nations Unies) souffrent d'une discrimination accrue en tant que femmes. Cette situation limite leur accession à la terre , au crédit, à l'éducation, à une formation technologique adéquate; pour des travaux équivalents, elles reçoivent des salaires inférieurs aux hommes, elles sont les dernières à avoir un travail et les premières à être congédiées.

---

<sup>7</sup> Christa Wichterich, *La femme mondialisée*, Solin, Actes Sud, 1999

<sup>8</sup> Idem

<sup>9</sup> Marceline White : *L'ALCA d'une perspective de genre*, dans Alternatives pour les Amériques de l'Alliance sociale continentale, avril 2001

## - Des constatations relatives au travail des femmes et à l'augmentation de la pauvreté <sup>10</sup>:

Dans la Lettre aux dirigeants du FMI et de la BM « 2000 bonnes raisons de changer de cap ! » que les déléguées de la Marche mondiale des femmes ont présenté lors des rencontres à Washington le 16 octobre 2000, nous avons dénoncé que :

- La tendance générale des États à réduire leur déficit budgétaires en diminuant le budget de l'état provoque des licenciements massifs dans le secteur public - en santé et en éducation surtout - où les femmes sont majoritaires ;
- la privatisation systématique de secteurs aussi sensibles que l'éducation et la santé fait reposer sur les femmes, sur leur travail invisible et non payé, les tâches jadis assumées par l'État. Outre, bien sûr, la privation de droits aussi fondamentaux que l'accès à la santé et à l'éducation, reconnus dans les Conventions internationales, on assiste à une véritable substitution de rôles et de responsabilités de l'État vers le privé et donc vers les femmes. Cette substitution se traduit par ce qu'on pourrait appeler une crise de surcharge de travail pour les femmes. On a ainsi estimé qu'en Amérique latine depuis l'instauration des programmes d'ajustement structurel dans les années 80, les femmes travaillent en moyenne une heure de plus par jour, soit l'équivalent d'une journée/semaine, ce qui est énorme !<sup>11</sup> sans compter que ce travail n'est pas rémunéré ;
- les deux tiers des enfants qui ne vont pas à l'école dans le monde sont des filles, les familles donnant la préférence aux garçons quand elles ne disposent que de peu de moyens financiers pour l'éducation des enfants. Et si *l'écart de scolarisation primaire et secondaire entre les sexes diminue, la progression n'est pas assez rapide pour que cette différence soit entièrement éliminée d'ici 2005* <sup>12</sup> ;
- la mondialisation actuelle renforce le travail non rémunéré des femmes, dans un contexte où elles sont déjà surchargées; la Banque mondiale n'hésite pas à y recourir à travers les projets d'entraide et d'aide alimentaire qui organisent le travail non rémunéré des femmes;
- dans les pays du Sud, la libéralisation de l'économie avec l'ouverture obligée et inconditionnelle des frontières aux produits d'importation en provenance des pays industrialisés (lesquels continuent par ailleurs de pratiquer diverses formes de protectionnisme) a littéralement tué l'agriculture vivrière majoritairement pratiquée par les femmes. En Inde par exemple, cette situation ajoutée à une inflation des prix des aliments de base et au démantèlement du système public de distribution de nourriture subventionnée met en péril la sécurité alimentaire de millions de personnes. Comme ce sont les femmes qui gèrent le budget de la famille et préparent les aliments, elles mangent moins...parce qu'elles mangent ce qui reste,

---

<sup>10</sup> Ces Quelques constatations figurent dans la *Lettre aux dirigeants du FMI et de la BM « 2000 bonnes raisons de changer de cap ! »*, présentée par les représentantes des femmes lors de la Marche mondiale, Octobre 2000, pages 11 et 12 .

<sup>11</sup> Marche mondiale des femmes et Coordination genevoise pour la Marche mondiale . Atelier femmes et mondialisation, organisé dans le cadre du Sommet Alternatif, Genève, Juin 2000, avec la participation de Madörin, Mascha : « *A propos du travail non rémunéré des femmes* ».

<sup>12</sup> ONU,OCDE,BM,FMI,(2000) *Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement*. Document déposé lors du Sommet de Copenhague+5, Genève, 25-30 juin 2000.

compte tenu de la distribution des rôles au sein de la famille. Si on ajoute l'augmentation des coûts des médicaments, ceux des services de santé devenus inaccessibles pour une majorité de personnes, on peut affirmer que l'état de santé des femmes indiennes s'est détériorée au cours de la dernière décennie ;

- dans plusieurs pays du Sud également, une majorité de femmes travaillent dans **les zones franches- les maquiladoras-** où les salaires et les conditions de travail s'apparentent à un véritable esclavage. En République Dominicaine, par exemple, les médecins ont relevé que les femmes travaillant dans les zones franches de production font deux fois plus de fausses couches que celles qui ont d'autres activités, deux fois plus d'enfants souffrent d'insuffisance pondérale, trois fois plus d'enfants sont atteints de malformations. La tendance générale à la déréglementation, qui n'est rien d'autre qu'une réglementation en faveur des entreprises transnationales, laisse entrevoir que bientôt ce sont des pays entiers qui seront transformés en zones franches.
- Le lien entre restructuration, chômage et pauvreté des femmes est encore plus frappant en Europe centrale et orientale, où la transition vers l'économie libérale a plongé 75 millions de personnes dans la précarité. Dans nombreux secteurs en ex-Union soviétique, les entreprises ont eu une tendance à licencier les femmes en premier lieu pour ensuite réembaucher dans des secteurs moins bien rémunérés. Les hommes sont passés dans des secteurs devenus récemment rentables, où ils ont remplacé les femmes qui occupaient précédemment ces emplois. En Russie et en Ukraine, les femmes représentent ainsi plus de deux tiers des sans emplois. Les femmes de l'Europe centrale et orientale doivent aussi faire face à la fermeture des crèches et des garderies ou à l'augmentation vertigineuse de leur prix, ainsi qu'à l'abandon de la protection de la maternité. En République tchèque par exemple, l'interdiction du travail de nuit a été abolie, même pour les femmes enceintes.

Plus généralement, les femmes ont été particulièrement touchées par la crise économique et par les restructurations qui ont modifié la nature du travail et, dans des nombreux cas, nourrit un chômage de plus en plus grave pour les femmes. Partout dans le monde, les femmes continuent d'être les dernières à bénéficier de la création d'emplois de qualité et les premières à souffrir d'une contraction du marché du travail, particulièrement les jeunes femmes. Selon des chiffres de la CISL- Confédération internationale des syndicats libres- lors de la crise asiatique de 1998, 80% des deux millions de personnes ayant perdu leur emploi en Thaïlande était des femmes.

En général, la mondialisation provoque des transformations profondes au niveau du travail des femmes de deux façons:

1. par l'augmentation constante du secteur informel où les femmes sont majoritaires. C'est un secteur sans droits et sans voix où même les revendications concernant l'application de droits sociaux n'atteignent pas les femmes concernées ;
2. par l'introduction dans le secteur formel de pratiques habituellement liées au secteur informel et qualifiées de «modèle féminin» susceptibles d'augmenter la compétitivité des entreprises: flexibilité totale, travail atypique, à temps très partiel et fragmenté, sur appel, à domicile, en sous-traitance, indépendant, précaire, clandestin, etc. Selon l'OCDE, les femmes sont nettement majoritaires dans ce type d'emplois. Et si une minorité de femmes accèdent à des emplois dans des secteurs de pointe mieux

rémunérés, l'immense majorité des femmes continuent d'être femmes de ménage, couturières, marchandes de rue, travailleuses agricoles saisonnières, etc. Dans les pays riches, c'est le « modèle » du Sud, totalement déréglementé qui se reproduit de plus en plus.

La mondialisation économique augmente les violences envers les femmes, parce que si ce type de violences existait avant la mondialisation et relèvent de la persistance du rapport de domination des hommes sur les femmes, la mondialisation et les conditions économiques précaires aggravent la vulnérabilité des femmes à toutes ces formes de violences.

### - **La violence envers les femmes** <sup>13</sup>:

La réalité de la violence envers les femmes prend des formes différentes selon les sociétés et les cultures mais l'existence de la violence envers les femmes est un phénomène, un fait social qui se retrouve de façon transversale dans toutes les classes sociales, les cultures, les religions, les situations géo-politiques. Il n'y a aucune exception et c'est comme ça depuis des millénaires.

À la Marche mondiale nous dénonçons cette réalité de violence envers les femmes par la perpétuation d'un système de domination social et politique: le patriarcat, système de valeurs, de normes, de règles, de politiques basés sur la prétention qu'il existerait une infériorité naturelle des femmes en tant qu'être humains et sur la hiérarchisation des rôles attribués dans nos sociétés aux hommes et aux femmes. À l'aube du troisième millénaire nous vivons encore dans un monde dominé par ce système qui consacre le pouvoir masculin et engendre violences et exclusions.

La violence s'exprime le plus souvent dans la sphère privée, au sein de la famille, au sein du mariage ou de la relation amoureuse. Mais la sphère publique est aussi le lieu de l'expression de la violence envers les femmes, trop souvent tolérée, excusée ou encouragée par le silence, par les discriminations, par la dépendance des femmes aux hommes, par des justifications théoriques, légales, psychologiques des stéréotypes.

L'une des formes de cette violence qui est en expansion est l'industrie mondiale du sexe. En effet, avec l'accroissement de la pauvreté, on assiste à une augmentation du trafic des femmes et de la prostitution, du tourisme sexuel. Sans parler de la violence systémique en temps de guerre (viols, agressions sexuelles, camps d'esclaves sexuelles, etc.) qui dans le contexte actuel prend d'autres proportions. Selon la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes *l'exploitation du corps féminin est une industrie internationale. (...) Bernées, forcées, séduites ou vendues, les femmes se retrouvent dans des situations analogues à l'esclavage, qu'elles soient prostituées, employées de maison, ouvrières en sweatshop ou simples épouses*<sup>14</sup>. C'est là un visage de la mondialisation particulièrement repoussant. Et le chemin de ce trafic est le même que celui du remboursement de la dette des pays du Tiers Monde: du Sud vers le Nord et de l'Est à l'Ouest !

<sup>13</sup> Diane Matte et Suzy Rojzman : *La violence envers les femmes : là où l'autre monde doit agir*, texte présenté pour servir de base à la Conférence sur *Les alternatives à la violence*, Forum social mondial, février 2002, Porto Alegre, Brésil

<sup>14</sup> RADHIKA COOMARASWAMY, (1997) Rapporteur spéciale des Nations Unies sur *La violence faite aux femmes, ses causes et conséquences*.

### 3. Quelques données sur la situation des femmes, en lien avec la pauvreté et la violence envers les femmes.

- Alors que la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 reconnaît que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, l'accès à l'éducation, au travail et à la sécurité sociale... » ;
- Alors que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ( CEDAW) de 1979 est basée sur l'universalité du principe d'égalité des droits entre les femmes et les hommes et prévoit des mesures destinées à assurer l'exercice de l'égalité des droits des femmes du monde entier ;
- Alors que le Statut de la Cour pénale internationale a été adopté par la Convention de Rome de 1998 et qu'elle aura le pouvoir pour juger les crimes contre l'humanité, de génocide, de guerre, d'agression incluant aussi la violence sexuelle, le viol en temps de guerre...;
- Alors que les richesses sur la terre abondent et suffiraient pour nourrir et offrir refuge et bonheur à tous les êtres vivants, humains, animaux et végétaux ;
- Alors que les richesses économiques mondiales ont été multipliées par huit depuis 1960 ;
- Alors qu'au cours du XXe siècle, les femmes ont opéré une véritable révolution.... sans bain de sang : elles ont bouleversé la vie familiale, changé le travail, transformé en partie les relations entre les hommes et les femmes, remis en question les rapports de pouvoir, questionné les rôles de reproduction, gagné en partie le contrôle de leur corps et de leur sexualité ;
- Alors que...

**Pourtant....:** la situation des femmes demeure encore extrêmement difficile. Il ne faut jamais cesser de regarder le monde avec les yeux des femmes et particulièrement ceux des petites filles. Que voyons-nous ?<sup>15</sup>

**Pauvreté:** Dans le monde, une personne sur cinq vit avec moins d'un dollar par jour et une sur sept souffre chroniquement de la faim<sup>16</sup> : l'immense majorité de ces personnes pauvres sont des femmes et des enfants. Et les femmes sont plus démunies que les hommes pour se prémunir de la pauvreté ou pour en sortir.

---

<sup>15</sup> SEAGER, Joni (1998) *Atlas des femmes dans le monde*, Editon Autrement, Paris, 1998 et TURENNE, Martine " La planète des femmes ne tourne pas rond ", Revue *Châtelaine*, Juin 1999 à partir du rapport de Naomi Neft et Ann D. Levine *Where Women Stand, An International Report on the Status of Women in 140 Countries*; film de Marquise Lepage *Des marelles et des petites filles*, produit par Monique Simard, Québec.

<sup>16</sup> ONU, OCDE, FMI, BM (2000) *Un monde meilleur pour tous*.

**Distribution de la richesse:** les filles et les femmes possèdent moins de 1% des richesses de la planète; elles fournissent 70% des heures travaillées et ne reçoivent que 10% des revenus.

**Travail:** officiellement, 110 million de filles entre 4 et 14 ans travaillent dans le monde et ce nombre ne tient pas compte du travail domestique; les conditions de travail des femmes sont presque toujours plus difficiles que celles des hommes (travail informel, atypique, précaire, sur appel, sous-payés), inégalités salariales systémiques (les travailleuses gagnent environ 75% du salaire des hommes avec d'immenses disparités entre les pays)

**Représentation politique:** sauf très rare exception, la représentation politique des femmes dans les gouvernements n'est pas proportionnelle à leur nombre dans la population. On l'a vu au Sommet du Millénaire avec seulement 9 femmes cheffes de gouvernement ! Les Nations Unies estiment qu'il ne faudra pas moins de 500 ans pour parvenir à une représentation égalitaire des hommes et des femmes aux échelons supérieurs du pouvoir économique.

**Prostitution:** un million d'enfants à travers le monde, en majorité des filles, sont enrôlés dans l'industrie du sexe chaque année.

**Trafic :** 4 millions de femmes et de filles sont vendues par année pour la prostitution, l'esclavage domestique ou le mariage forcé.

**Viol:** au niveau mondial une femme sur quatre a été ou sera violée au cours de son existence, souvent par un homme de son entourage; utilisation systématique du viol comme arme de guerre dans tous les conflits armés du XXe siècle et du début du XXIe...

**Violences envers les femmes :** la Banque mondiale estime que les violences envers les femmes sont une cause de décès et d'incapacité chez les femmes en âge de procréer aussi importante que le cancer et une cause de mauvaise santé plus importante que les accidents de la route et la malaria combinés !<sup>17</sup>

**Discrimination sur la base de l'orientation sexuelle:** un rapport d'Amnistie internationale<sup>18</sup> a révélé l'ampleur de la répression (emprisonnement, torture, lapidation, assassinat, aucune reconnaissance des droits fondamentaux, etc) envers les personnes, dont des femmes, en raison de leur orientation sexuelle. Ces exactions constituent une violation des droits humains fondamentaux.

**Éducation:** les 2/3 des enfants qui ne vont pas à l'école sont des filles et les 2/3 des analphabètes dans le monde sont des femmes.

**Travail domestique:** dès l'âge de 5 ans, dans les pays en développement, les filles travaillent entre 4 et 16 heures par jour aux tâches domestiques. Et tout au long de leur

---

<sup>17</sup> HEYZER, Noeleen (2000) *Ending the Epidemic of Violence Against Women*, Third World Network Features, IGC Internet.

<sup>18</sup> Amnistie Internationale (1998) *Briser le silence: violations des droits de l'Homme liées à l'orientation sexuelle*

vie, les femmes continuent d'assumer seules la responsabilité quasi exclusive des enfants et des personnes âgées.

**Production agricole:** les femmes représentent 40% de la main-d'oeuvre agricole mondiale. Mais elles ne possèdent qu'environ 1% des terres dans le monde.

**Esclavage:** 250,000 filles de moins de 15 ans travaillent comme esclaves domestiques en Haïti: on les appelle les "restaveks".

**Mutilations génitales:** malgré les efforts et les législations, 2 millions de petites filles sont mutilées chaque année.

#### **4. Des propositions d'alternatives et de nouveaux paradigmes pour un autre monde**

Les 17 revendications spécifiques portées par la Marche mondiale des femmes reposent sur une analyse politique *du monde dans lequel nous vivons actuellement et du monde dans lequel nous voulons vivre*, une perspective qui rencontre les objectifs du Forum social mondial et qui situe la Marche mondiale des femmes au sein de l'ensemble des mouvements sociaux engagés dans la construction de cet « autre » monde. Ces revendications spécifiques constituent des propositions stratégiques qui participent de visions alternatives au paradigme politique et économique dominant. La tâche que s'est donnée la Marche mondiale consiste à approfondir, débattre, proposer et agir pour mettre en œuvre dès maintenant ces alternatives.

##### **1. Rendre visible l'impact spécifique de l'économie dominante actuelle sur les femmes**

Cette tâche est à refaire sans cesse : rendre visible l'invisible dans un monde encore frappé d'une incroyable cécité quant à la situation des femmes; montrer l'intolérable dans un monde encore paralysé par son effarante tolérance envers la pauvreté et les violence contre les femmes; démontrer en quoi la mondialisation touche les femmes et les hommes de manière différente.

Cette tâche implique de toujours analyser les processus de mondialisation à partir d'une approche qui tienne compte de la division sexuelle du travail, de bien « qualifier » le type de mondialisation à l'œuvre et de reconnaître son caractère sexiste et non pas simplement néo-libéral.

Il faut également réarticuler sans cesse l'imbrication *capitalisme, sexisme, racisme* dont les oppressions spécifiques se subordonnent et se renforcent.

Cette tâche n'appartient pas en propre aux mouvements et aux groupes de femmes : elle relève de l'ensemble des mouvements sociaux impliqués dans les luttes anti-mondialisation mutuellement.

## **2. Identifier les causes structurelles de l'oppression spécifique des femmes : capitalisme ET patriarcat**

La Marche mondiale ne se contente pas de faire la liste d'épicerie des conséquences sur les femmes de la mondialisation ni de limiter son analyse aux trente dernières années qui en ont vu l'émergence. La Marche mondiale veut s'attaquer aux causes structurelles à la source de l'appauvrissement et des violences contre les femmes, situation qui existait déjà avant la mondialisation mais qui s'est amplifiée depuis.

C'est pourquoi elle identifie clairement le capitalisme **et** le patriarcat comme systèmes d'oppression des femmes qui se nourrissent l'un l'autre et se renforcent mutuellement pour maintenir la très grande majorité des femmes dans une infériorisation culturelle, une dévalorisation sociale, une marginalisation économique, une « invisibilisation » de leur existence et de leur travail, une marchandisation de leur corps, situations qui, dans certaines sociétés, s'apparentent à un véritable « apartheid ».

Il ne s'agit pas de l'un **ou** de l'autre mais de deux systèmes qui interagissent simultanément et en synergie pour maintenir les femmes en situation d'inégalité fondamentale. Cette façon de comprendre la situation spécifique des femmes implique de ne privilégier aucun système par rapport à l'autre quant aux alternatives et aux stratégies à mettre de l'avant. Nous pensons en effet que les mouvements sociaux feraient fausse route en identifiant qu'un seul système d'oppression, ou en les hiérarchisant l'un par rapport à l'autre.

Les femmes de la Marche mondiale luttent contre la globalisation économique capitaliste et libérale et contre le patriarcat.

Car force est de constater que ni la « modernité », ni le modèle de développement et de croissance économique « à l'américaine », ni les progrès scientifiques, technologiques, ni les options sociales-démocrates diverses n'ont complètement levé la chape de plomb qui rive les rapports hommes-femmes dans l'inégalité. Force est aussi de constater que si les révolutions anticapitalistes, socialistes, celles de libération nationale, etc. ont certes considérablement changé le sort des peuples, elles n'ont pas pour autant remis en question fondamentalement le pouvoir des hommes sur les femmes.

## **3. Proposer un autre paradigme basé sur l'égalité absolue entre femmes et hommes**

Il ne s'agit pas simplement de travailler à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes *au sein de l'actuel système politique et économique dominant* bien que des réformes à court terme soient incontournables et nécessitent de fortes mobilisations.

Si nombre de femmes sont actives dans diverses initiatives économiques, c'est qu'*une grande majorité de femmes sur cette planète sont responsables de la reproduction humaine, du maintien de la vie et des soins aux personnes. Les*

*initiatives et les efforts d'insertion des femmes dans l'économie, « dominante » ou non, sont en grande partie influencés par l'urgence de protéger la vie et celle d'assurer l'accès aux biens et services essentiels pour elles-mêmes et pour leurs familles*<sup>19</sup>

Ces efforts vont demeurer. Mais il nous faut aller plus loin et questionner les fondements mêmes du capitalisme et du patriarcat à partir du point de vue des femmes et de proposer de nouvelles orientations basées sur :

- ***une conception résolument solidaire de l'économie*** en opposition à l'économie machiste et guerrière dominante qui produit un très petit nombre de gagnants et une grande masse de perdantEs. Une économie nouvelle socialise les gains de productivité au lieu de les privatiser.
  
- ***une autre conception de la richesse, de la production et de la consommation***
  - o qu'est-ce que la richesse ? qui la produit ? comment ? pour qui ? Ces questions renvoient à l'élaboration de nouveaux indicateurs de la richesse, indicateurs pluriels axés sur le développement humain et qui prend en compte le travail invisible des femmes tant dans la production que la reproduction sociale.
  
  - o « l'autre monde » doit se montrer très critique face à l'invisibilité du travail de reproduction sociale fait très majoritairement par les femmes et ignoré dans la comptabilité de la richesse, au productivisme boulimique et à la consommation compulsive et destructrice de l'environnement qui caractérisent le système actuel et qui, seuls, sont comptabilisés dans le PNB des pays.
  
  - o Travailler dans cette direction suppose une autre façon de produire, de consommer, d'investir, d'échanger et donc entre autre un rejet de l'industrie militaire, de l'industrie de la pollution, de l'industrie du « gadget inutile », de l'industrie de la spéculation et une valorisation du commerce équitable, de la consommation raisonnable, de l'investissement socialement et écologiquement responsable, de monnaies complémentaires, etc.
  
  - o Travailler dans cette direction suppose la remise en question des notions de « propriété privée des moyens de production et des capitaux », d'accumulation de la richesse individuelle et l'expérimentation de formes diversifiées de démocratie économique
  
- ***une autre conception du travail et de sa place dans l'économie ce qui implique diverses orientations telles :***
  - o la réduction et le partage du temps de travail pour que tous et toutes aient accès au travail;

---

<sup>19</sup> Rapport-synthèse du Chantier « Femmes et économie » de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, 2001.

- la reconnaissance et l'émergence dans la sphère publique formelle du travail « invisible » des femmes, entre autre *la reconnaissance des savoirs traditionnels et des savoirs d'expérience acquis à l'extérieure de la sphère économique « dominante »*. *Ces savoirs contribuent au bien-être des personnes et des collectivités. Il est fondamental de les valoriser et de leur reconnaître une « rentabilité sociale » autant qu'une « rentabilité économique »*<sup>20</sup>
- la reconnaissance que le travail<sup>21</sup> i.e. l'activité productive qui permet à la société d'assurer la reproduction des conditions matérielles de vie et aux individus de participer à l'échange économique n'est pas la seule activité humaine essentielle à la vie. Le travail doit être concilié avec les autres activités humaines tout aussi essentielles : activités familiales, amicales, amoureuses qui inscrivent les individus dans d'autres logiques, d'autres types de liens et de sociabilité; activités politiques au sens de la participation à la détermination des conditions quotidiennes de vie et du bien commun; activités culturelles pour soi, à titre gratuit. Cette orientation suppose une économie et des politiques qui garantissent aux femmes et aux hommes la conciliation de ces activités.

**- une autre conception de la famille et des rôles attribués aux parents, ce qui implique entre autres :**

- la conciliation des différents rôles et activités familiales et domestiques quotidiennes;
- le partage du temps consacré à l'éducation et aux soins des enfants (avec bien entendu un système public de garderies) ;
- le partage des responsabilités face aux personnes âgées ou handicapées demeurant dans la famille (avec bien entendu un système public de services et de soins à domicile);
- l'ouverture à des modèles diversifiés de « famille » (familles recomposées, familles de conjointes homosexuelles, etc.);
- etc.

Il est essentiel de déconstruire les mythes et les préjugés tenaces concernant le rôle des hommes dans l'éducation et les soins aux enfants, le travail domestique et l'ensemble des tâches essentielles à la vie familiale. Les hommes sont appelés à assumer toutes ces tâches dans un partage égalitaire avec les femmes, sinon c'est l'ensemble de leur vie qui s'en trouve appauvrie (sans parler de l'oppression spécifique des femmes).

**- une autre conception des rapports sociaux, ce qui implique entre autres :**

- une remise en cause de la hiérarchisation sociale où les femmes sont les grandes perdantes et, par le fait même, une remise en cause des privilèges individuels et collectifs associés à cette hiérarchie ;

---

<sup>20</sup> Idem

<sup>21</sup> Réflexions à partir de Dominique Meda, *Les femmes peuvent-elles changer la place du travail dans la vie?*, 26 février 2000 à l'occasion des *Six heures de l'écologie politique*, France.

- un engagement de la part des divers mouvements sociaux à réclamer le respect des droits des femmes ;
- un engagement à travailler à développer une société exempte de rapports de domination et de toutes formes de violence contre les femmes ;

Pour construire un autre monde, pour qu'il soit possible, les mouvements sociaux doivent analyser la mondialisation avec un éclairage féministe. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions prétendre ébranler les fondements de la mondialisation libérale.

## 5. Plan d'actions mondiales pour les années à venir.

Nos actions seront de deux ordres : 1) l'actualisation et l'avancement des revendications mondiales de la Marche et 2) des mobilisations et des actions régionales et mondiales.

### 1) Actualisation et avancement des revendications mondiales :

Les 17 revendications mondiales pour l'élimination de la pauvreté et de la violence envers les femmes constituent notre plate-forme politique. Elles doivent être mises à jour et analysées à la lumière de la conjoncture mondiale actuelle. De plus, nous devons nous concerter avec les différents réseaux régionaux et mondiaux travaillant les mêmes enjeux, afin de les faire avancer. Dans ce sens, lors de la III Rencontre internationale de la Marche mondiale ont été créés deux comités qui ont la responsabilité d'actualiser les revendications et de proposer un plan de d'action<sup>22</sup>. Il est fondamental de préciser les enjeux relatifs aux deux thèmes de la Marche et voir comment nous faisons avancer de façon plus concrète, la lutte contre ces deux plaies de l'humanité. Nous savons que rien sera fait vraiment si nous ne le faisons pas nous - mêmes, sans une mobilisation concertée avec les autres mouvements qui luttent pour la mondialisation de la solidarité et sans que la société civile mondiale agisse ensemble, montre sa colère grandissante et réclame des alternatives de façon pacifique.<sup>23</sup>

Nous dénonçons et nous nous démarquons clairement des plans de lutte à la pauvreté proposés, entre autres, par la BM et le FMI, qui ne changent pas la logique néolibérale, et qui, au contraire, produisent et aggravent cette pauvreté.

Dans les mois à venir, nous aurons des stratégies plus ciblées afin que les Déclarations, les Pactes et les Protocoles internationaux sur les droits humains, en particulier ceux qui se réfèrent plus spécifiquement aux droits des femmes, comme la CEDAW ou la CPI, soient mises en application de façon concrète tant par les gouvernements des pays que par les institutions internationales.

<sup>22</sup> Ils ont aussi été créés, en plus du **Comité international de suivi de la Marche mondiale des femmes**, les comités de préparation de Porto Alegre II et de la Conférence des Nations Unies de financement pour le développement et un groupe qui produit un document d'éducation sur la situation des femmes lesbiennes dans le monde.

<sup>23</sup> Dans ce sens la mobilisation du mois de décembre 2001 des classes pauvres et moyennes d'Argentine, des jeunes, des syndicats progressistes et des voisins et des voisines des plusieurs quartiers des principales villes du pays, qui au grands bruit de casseroles et des mobilisations ont dit : « C'est assez », c'est une preuve du pouvoir du peuple dans la rue. Mais c'est aussi une preuve du besoin de la solidarité des autres peuples du continent et du monde pour pouvoir avancer efficacement vers « un autre monde »...

Un plan d'action devra être prêt pour le prochain grand rendez-vous mondial, qui aura lieu à Monterrey, Mexique, en mars 2002, lors de la Conférence internationale du financement pour le développement organisée par les Nations Unies. Nous devons nous préparer pour pouvoir avoir nos propres propositions sur quel financement pour quel modèle de développement ? Nous avons l'opportunité, lors de cette Conférence de : 1) dénoncer le modèle économique néolibéral 2) proposer nos alternatives féministes à partir de nos propres revendications 3) faire des « lobbies » et l'éducation populaire 4) être dans la rue 5) consolider nos alliances, des stratégies convergentes, participatives et multiples .

## **2) Des mobilisations et des actions régionales et mondiales :**

À court terme, et dans plusieurs pays, il y a des mobilisations surtout à partir des événements du 11 septembre aux États Unis pour faire entendre la voix des femmes pour la paix, la justice et l'égalité, en particulier pour les femmes en Afghanistan et pour soutenir la lutte des *Femmes en noir*. Nous adhérons et participons à ces mobilisations.

Dans les Amériques, nous allons soutenir dans la mesure de nos possibilités le travail du Comité des femmes de l'Alliance sociale continentale dans la planification, l'organisation et la participation du Plébiscite dans les Amériques qui aura lieu pendant l'année 2003 sur le libre-échange <sup>24</sup>. Des Coordinations nationales de la Marche, travaillent activement au sein de ce Comité.

En Europe, nous participons au réseau de lutte contre la construction d'une Europe libérale et liberticide, qui ferme ses frontières aux habitants et aux habitantes des pays du Sud. La coordination européenne prévoit un grand forum de débats, de manifestations pour les droits des femmes en Europe en 2003.

La prochaine grande marche ou mobilisation mondiale devrait avoir lieu en 2005, selon les idées lancées lors de la IIIe Rencontre internationale à Montréal, Québec. Ainsi nous continuons d'organiser nos résistances, nos actions et bâtir nos alternatives.

## **6. Conclusion**

La Marche mondiale des femmes est une réalité. L'an 2000 nous avons fait résonner nos pas et nos voix dans les rues des villes et villages du monde . Pour y arriver, une recette toute simple, déjà éprouvée, qui consiste à créer l'occasion pour que des femmes puissent se parler, se concerter, s'informer, se former et trouver le fil conducteur pour agir ensemble.

Nous venons d'élargir notre réseau d'influence les unes envers les autres et avec nos alliés mondiaux, mais aussi vis-à-vis les décideurs politiques et économiques les plus près de nous ou ceux bien à l'abri de nos regards dans des institutions comme l'ONU , la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international.

---

<sup>24</sup> Pour connaître d'avantage, voir : [www.asc-hsa.org](http://www.asc-hsa.org)

Voilà en effet notre raison ultime de marcher ensemble : accroître l'impact de nos analyses et de nos actions. Le féminisme est une pensée, un projet de société, une alternative, une façon de voir le monde ; il déborde les constats d'inégalités, il dépasse le besoin d'accès au pouvoir.<sup>25</sup>

Nous voulons défaire les systèmes qui perpétuent la pauvreté, qui se construisent autour de la peur de l'autre, qui justifient la domination, la haine et la violence .

Nous sommes déterminées plus que jamais à continuer ensemble, malgré les difficultés et des défis très difficiles à surmonter, parce que nous avons la certitude qu'un autre monde est possible Et comme le dit si bien l'écrivaine québécoise Hélène Pedneault à la fin du Manifeste des femmes du Québec :

*« Nous ne reviendrons jamais en arrière. Nous sommes inflexibles, inébranlables, immortelles et dorénavant incontrôlables. Notre révolution est irréversible. Qu'on se le tienne pour dit »*

---

<sup>25</sup> Extrait du Bulletin de liaison, Vol. 4, numéro 1, février 2001.